

Numéro de l'assuré : 1 60 12 78 471 352 14

Nom de l'assuré :

REVELLAT PHILIPPE

**3646** Service 0,06 € / min  
+ prix appel

**L ASSURANCE MALADIE DU VAL DE MARNE  
94031 CRETEIL CEDEX**

M REVELLAT PHILIPPE  
19 RUE CAMILLE CLAUDEL  
94350 VILLIERS SUR MARNE

mon  
parcours  
d'assuré

Le 26/02/2018



Pour être mieux  
suivi... je déclare mon  
médecin traitant et je  
respecte le parcours  
coordonné.

### > MON ATTESTATION DE DROITS À L'ASSURANCE MALADIE

Cher monsieur REVELLAT,

Vous êtes affilié à un régime d'assurance maladie pour la protection de votre santé.

**Pour faire valoir vos droits, vous trouverez ci-joint une attestation à présenter aux professionnels de santé (médecins, pharmaciens, etc.) si vous ne disposez pas de la carte Vitale.**

En cas de changement d'activité, de déménagement, de mariage ou de naissance, pensez à informer rapidement votre organisme d'assurance maladie et à mettre à jour votre carte Vitale. Vos droits seront ainsi actualisés.

Avec toute mon attention,

votre correspondant de l'Assurance Maladie



### **La mise à jour de ma carte Vitale, c'est maintenant!**

Des bornes de mise à jour sont à ma disposition dans toutes les caisses d'assurance maladie, les pharmacies et dans certains établissements de santé.



→ Votre attestation de droits à l'assurance maladie à présenter aux professionnels de santé

VAL-DE-MARNE

Numéro de l'assuré : 1 60 12 78 471 352 14

Nom de l'assuré :

REVELLAT PHILIPPE

## Attestation de droits à l'assurance maladie

Valable du 26/02/2018 au 25/02/2019 sous réserve de changement dans la situation de l'assuré

organisme de rattachement sécurité sociale	code gestion	n° de sécurité sociale de l'assuré (à utiliser pour tous les bénéficiaires ci-dessous)	modulation du ticket modérateur
01 941 3911	10	1 60 12 78 471 352 14	
Bénéficiaire(s) nom de famille suivi d'un éventuel nom d'usage		n° de sécurité sociale du bénéficiaire (pour information)	né(e) le/rang
REVELLAT PHILIPPE a déclaré un médecin traitant		1 60 12 78 471 352 14	28/12/1960 1

**Toute attestation de droits antérieure est à détruire.**

*Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant auprès du directeur de votre Caisse.*

*La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations (articles 441-1, et suivants du Code Pénal). En outre, la falsification ou l'établissement de faux documents, ainsi que l'utilisation de tels documents sont passibles d'une pénalité financière au titre des articles L.162-1-14 du Code de la Sécurité Sociale.*